

**Discours de M. Richard Ferrand,
Président de l'Assemblée nationale**

Colloque d'Europe 1 « Liberté, Égalité, fraternité »

Le Bataclan - Mardi 16 avril 2019 à 9h30

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Madame la présidente de la CNIL,

Monsieur le vice-président d'Europe 1,

Mesdames, messieurs,

C'est au lendemain du drame national que représente l'incendie de Notre-Dame-de-Paris que nous nous retrouvons.

Les émotions se bousculent et finalement la mémoire peine à contenir les images immédiates des brulures du cœur de Paris et des souvenirs de tous les drames qui ont bouleversé notre capitale et, au-delà, notre pays.

C'est donc avec une émotion toute particulière que je prends la parole devant vous ce matin, dans ce lieu paradoxal, le *Bataclan*, qui fut si longtemps synonyme de fête et de divertissement, jusqu'au drame du 13 novembre 2015.

Ce jour-là, ici-même, mais aussi à Saint-Denis et dans les rues des X^e et XI^e arrondissements de Paris, la haine passait aux actes : 129 morts, plus de 350 blessés, à l'initiative d'une organisation terroriste qui se voulait un État et qui ne réussit, en vérité, qu'à devenir le nouveau nom de la barbarie.

Malgré ce drame pourtant, sans doute pour bien montrer que notre pays ne cédera rien au terrorisme, ni même à l'intimidation, le *Bataclan* a voulu rester un lieu de rencontre et d'ouverture, un lieu d'échange, un forum au sens latin du terme, c'est-à-dire une grand-place où la parole est libre.

Merci à Europe 1 d'y organiser, symboliquement, ce colloque ambitieux et pluraliste, associant responsables politiques et économiques, philosophes et sociologues, pour réfléchir à l'avenir de notre société.

Ces débats seront structurés selon les trois termes de notre devise républicaine et, là encore, je voudrais saluer ce choix.

Il n'a pas seulement le mérite de la simplicité. Il a celui de la clarté, ce qui est beaucoup plus important, car en disant « Liberté, Égalité, Fraternité », nous n'affirmons rien de banal : en prononçant ces mots, c'est tout un programme que nous reprenons, celui des républicains de 1848, qui ont donné espoir à la France et au monde.

Comme vous le savez, bien avant la proclamation de la II^e République en 1848, il y avait eu la I^{re} en 1792, qui avait une autre devise : « Unité, indivisibilité de la République » et les jacobins ajoutaient : « Ou la mort. »

Or, des hommes comme Alphonse de Lamartine, Victor Hugo, Victor Schœlcher, se sont dit que la République n'avait pas besoin d'être menaçante pour rester forte.

Son unité justement, qui ne doit pas être confondue avec l'unanimité ni l'uniformité, elle la tire de l'espoir qu'elle suscite dans toutes les strates de la société, sans nier leur pluralité ni leur diversité, mais en les dépassant par une promesse plus élevée encore, qui tient finalement en ces trois mots que nous n'aurons jamais fini d'interroger : Liberté, Égalité, Fraternité.

Victor Hugo, que je viens d'évoquer, voulait aller plus loin. Dans les débats constitutionnels de 1848, il soutenait son collègue Edgar Quinet, qui proposait d'ajouter un quatrième terme à notre devise : Humanité.

Mais la discipline républicaine n'est pas un vain mot et Hugo lui-même, après le vote, sut se satisfaire de la formule ternaire, qu'il commenta ainsi, à la fin de sa vie, en 1875. Je cite :

« La formule républicaine a su admirablement ce qu'elle disait et ce qu'elle faisait ; la gradation de l'axiome social est irréprochable. Liberté, Égalité, Fraternité. Rien à ajouter, rien à retrancher. Ce sont les trois marches du perron suprême. La liberté, c'est le droit, l'égalité, c'est le fait, la fraternité, c'est le devoir. Tout l'homme est là. »

Nous voici au XXI^e siècle : Hugo, Quinet et Lamartine ne sont plus là pour nous voir mais, si nous voulions avoir confirmation de la force de notre devise, si nous voulions nous assurer qu'elle a conservé toute sa force émancipatrice, il suffirait d'observer les multiples attaques dont notre triptyque républicain fait l'objet, en France et ailleurs.

Nous disons « Liberté », quand les identitaires de toutes nuances nous invitent tantôt à l'assignation tantôt à la soumission.

Nous disons « Égalité », quand les idéologies de la différenciation prétendent nier les droits des femmes et des étrangers.

Nous disons « Fraternité », en un temps où l'individualisme et le chacun-pour-soi tendent chaque jour à saper le pacte social.

Eh bien, je le dis dans ces murs qui ont connu l'horreur et je le dis en partage avec vous : nous avons raison de scander ces trois mots, sans lesquels nous ne pourrions connaître que l'enfer.

L'auto-proclamé « État islamique », au Proche-Orient, ne contrôle plus aucun territoire mais encore bien des esprits. Mais le fantôme de Daech rôde encore et, faute de villes et de villages à terroriser, c'est dans les esprits qu'il continue de sévir, cherchant à prendre le contrôle de jeunes mal à l'aise entre deux cultures, exploitant cyniquement leur difficulté à trouver leur place pour mieux les envoyer vers le néant.

Au fanatisme, nous répondons par la raison et le discernement. À l'anathème, nous répliquons par l'analyse et le dialogue.

Ne laissons jamais penser que notre devise soit passée de mode : elle est plus actuelle que jamais, au contraire !

Tout comme les trois couleurs de notre drapeau que l'on appelait en 1789 « les couleurs de la liberté ».

Et tout comme la figure de Marianne, une femme radieuse qui a pour mission d'éclairer le monde, contre les forces toujours actives de l'obscurantisme le plus brutal.

Bien sûr, le monde évolue. Les nouvelles technologies et les réseaux sociaux modifient nos manières d'échanger, il est pourtant plus nécessaire que jamais de continuer à débattre et à interagir. Notre démocratie s'est considérablement approfondie depuis ses débuts et elle peut s'affirmer encore en devenant sans doute plus participative, plus active.

Dans ces mutations qui s'annoncent et qui ont même déjà commencé, les citoyens, les universités, les intellectuels, les journalistes, les associations, les entreprises, ont leur mot à dire pour aider précisément les politiques à appréhender la complexité du monde contemporain, des mondes contemporains.

Depuis quelques décennies, on parle « *du vivre-ensemble* », dont on a fait un nom commun, une entité assez mal définie me semble-t-il. À moins qu'il ne s'agisse d'une injonction morale, encore moins précise hélas !

Moins on partage de moments et de quartiers entre compatriotes, entre concitoyens, moins on se fréquente entre hommes et femmes, jeunes et vieux, riches et pauvres, « racisés » et « non-racisés » pour reprendre cette terminologie absurde et délirante, et plus on l'invoque, plus ce mystérieux « vivre-ensemble » risque bien de jouer le rôle dérisoire d'un fétiche rituel...

Je préférerais qu'on *vive ensemble*, en mode verbal, tout simplement ; et pour cela, qu'on se pose vraiment la question de ce qui fonde la vie en société.

La loi votée au Parlement a valeur de lien social, certes, mais que vaudrait une loi qui n'exprimerait pas les attentes de la société ?

C'est pourquoi le législateur, et je le dis devant vous, a vocation d'abord à écouter, à entendre ce que lui disent les intellectuels, les observateurs, les praticiens aux prises avec toutes les difficultés et les contradictions du monde contemporain.

Cette journée que vous consacrez à la réflexion, à la confrontation des expériences et des idées, n'est pas un colloque de plus. C'est aussi un acte civique, c'est une prise de parole utile, responsable et pour tout dire : indispensable.

Voilà pourquoi j'ai souhaité être présent parmi vous, et modestement, par quelques mots d'encouragement, vous inviter à entendre, par-delà le tumulte et les drames de l'actualité, ces vieux mots de Danton : « De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée ! »

Notre pays a besoin de perspective et donc de prospective sociale. Le grand débat nous a donné de précieux éléments de diagnostic. Les uns et les autres ont suggéré des pistes, certaines intéressantes, le plus souvent contradictoires.

Quelle France, quelle Europe, quelle planète voulons-nous pour nos enfants et nos petits-enfants ? C'est vers cet horizon que nos regards doivent tendre et, pour cette exploration du futur, pour cet élan vers le possible et cette élaboration du souhaitable, je sais pouvoir compter sur vous.

Je vous remercie donc et souhaite, au nom de la Représentation nationale, que vos travaux soient fructueux, lumineux et qu'ils nous éclairent.